

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Reprise des cours : des

LA question du réaménagement du calendrier est au cœur des discussions entre le ministère de l'Éducation nationale, les syndicats du secteur et les associations des parents d'élèves. Mais rien n'est vraiment simple.

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

CONFRONTES à la pandémie du Covid-19 qui paralyse le secteur de l'éducation au Gabon depuis le 14 mars dernier, le ministre de l'Éducation nationale, Pr Patrick Mouguiama-Daouda, et les différents partenaires sociaux dudit secteur, s'étaient penchés sur la question du réaménagement du calendrier scolaire de l'année en cours, afin d'entrevoir, dans les meilleurs délais, une reprise effective des enseignements sur l'ensemble du territoire national. "La reprise des cours ne sera pas immédiate, mais elle se profilera dès lors que la pandémie aura baissé et que la sécurité sanitaire de la communauté éducative impliquée dans les enseignements sera garantie", avait alors indiqué le ministre de l'Éducation nationale, lors de la visioconférence qu'il avait eue avec les responsables syndicaux, écartant de facto l'idée d'une éventuelle année blanche. Cependant, au regard de la progression constante des cas positifs au Covid-19 (une centaine par jour) et de l'attente des autorités en charge de la santé pour décréter le pic de la pandémie, le ministre de l'Éducation nationale, qui entretient le flou à ce sujet depuis plusieurs semaines, a, selon certaines sources proches du dossier, instruit des commissions techniques, afin de proposer un calendrier scolaire réaménagé.

Sachant la situation inédite, les leaders syndicaux, quant à eux, prônent une reprise des cours avec un calendrier scolaire réaménagé, à condition d'avoir l'aval du ministère de la Santé: "Nous sommes tous suspendus à la décision du ministère de la Santé, qui est habilité à dire si la situation est maîtrisée ou si la pandémie est enrayée. Malgré cela, nous essayons de nous projeter dans le temps, de sorte à voir dans quelles conditions reprendre les cours", estime le secrétaire général du Syndicat de l'éducation nationale (Sena) Fridolin Mve Messa. Avant d'indiquer que, "au niveau du Sena, nous prônons un réaménagement

du calendrier scolaire. Si reprise des cours il y a, nous avons proposé au ministère de l'Éducation nationale de valider l'année scolaire pour les élèves des classes sans examens, car ces derniers ont déjà rempli les deux tiers du parcours scolaire, y compris pour les élèves du primaire. Nous avons également proposé que les notes des deux premiers trimestres soient prises en compte pour valider leur année scolaire, et le conseil de classe va statuer sur le cas de chaque élève."

À l'heure où les prévisions de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) entrevoient le pic de la pandémie au début du mois de juin, le Sena appelle à une période de renforcement des capacités pour les

La balle est dans le camp du ministère de l'Éducation nationale qui pourrait faire des annonces dans les prochains jours.

différents candidats avant le début de chaque examen. "S'agissant des classes avec examens, nous avons proposé qu'avant une éventuelle reprise des cours, il y ait un mois, voire deux, pour le renforcement des capacités de chaque candidat et de remise à niveau.

Si la situation nous oblige à aller jusqu'au mois d'août sans école, les mois de septembre à octobre seront consacrés à cette période de mise à niveau, et prévoir l'organisation des examens au mois de novembre éventuellement", conclut Fridolin Mve Messa.

Du côté de la coordination des associations des parents d'élèves du Gabon (CAPEG), "il y a un travail en collégialité qui est fait en amont avec le ministère de l'Éducation nationale, nous suivons tous l'évolution de la pandémie dans notre pays, et nous marchons également avec les institutions qui nous accompagnent", assure son président, Martin Rostand Ossey Kokou.

En tout cas, la balle est dans le camp du ministère de l'Éducation nationale qui pourrait faire des annonces dans les prochains jours.



Le ministre Patrick Mouguiama-Daouda et les syndicats travaillent pour un réaménagement du cale

CALENDRIER INITIAL DE L'ANNÉE SCOLAIRE 2019-2020			
Rentrée administrative • EPC : lundi 26 août 2019 • Ensemble des établissements publics et privés : lundi 16 septembre 2019	Vacances intermédiaires, fin du 1er trimestre • EPC : du lundi 21 octobre au dimanche 3 novembre 2019, et du vendredi 30 décembre au dimanche 5 janvier 2020. • Ensemble des établissements publics et privés : du samedi 21 décembre au dimanche 5 janvier 2020	Journée nationale de l'enseignant • Ensemble des établissements publics et privés : du samedi 28 mars après les cours au samedi 11 avril 2020 inclus	Arrêt des cours • EPC : vendredi 26 juin 2020 • Ensemble des établissements publics et privés : classe sans examen : samedi 13 juin 2020 classe avec examen : samedi 4 juillet 2020
Rentrée des classes • EPC : lundi 2 septembre 2019 • Ensemble des établissements publics et privés : 30 septembre 2019	2e trimestre • EPC : du lundi 06 janvier au vendredi 27 mars 2019 • Ensemble des établissements publics et privés : du lundi 6 janvier au samedi 26 mars 2020	3e trimestre • EPC : du lundi 30 mars au vendredi 28 juin 2020 • Ensemble des établissements publics et privés : du lundi 14 avril au samedi 4 juillet 2020	Total semaines de cours hors examens • EPC : 34 semaines • Ensemble des établissements publics et privés : 33 semaines
1er trimestre • EPC : du lundi 2 septembre au vendredi 20 décembre 2019 • Ensemble des établissements publics et privés : du lundi 30 septembre au samedi 21 décembre 2019 • Toussaint : vendredi 1er novembre 2019	Vacances intermédiaires • EPC : du lundi 24 février au dimanche 08 mars 2020	Vacances intermédiaires • EPC : du lundi 20 avril au dimanche 3 mai 2020	

Source : Documentation de l'union

© D. Maixant MOUSSAVOU

propositions et du retard



ndrier scolaire.

Le spectre d'une année blanche planerait-il au Gabon ?

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

PLUS d'un mois que le Gabon, à l'instar des autres pays de la planète, fait face à une crise sanitaire sans précédent marquée par la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19). Une situation qui n'est pas sans conséquences et affecte plusieurs secteurs. L'Éducation n'est pas en marge de ce bouleversement. Deux mois déjà également que les cours sont suspendus et que nos enfants sont à la maison. C'est dans ce contexte que le ministre de l'Éducation nationale, Patrick Mouguiama Daouda, et son équipe envisagent des méthodes d'enseignement alternatives et novatrices dont le télé-enseignement. Ce, pour que les élèves bénéficient des cours



Photo: H.N.M/ L'Union

La méthode proposée par Mouguiama Daouda peut-elle sauver l'année ? Autant de questions qui se posent au moment où la vie commence prudemment à reprendre son cours sous d'autres cieux.

par le biais des outils de télécommunication. Méthode d'ailleurs expérimentée en France, au Sénégal et au Maroc, etc... Si les différents acteurs saluent ces différentes initiatives, ils font aussi remarquer qu'elles sont entravées par des écueils qui ne permettent pas à tous les élèves de suivre les cours à la télévision. De plus, il n'a aucun feed-back entre l'enseignant et l'apprenant qui aurait évidemment des questions à poser. Côté enseignement supérieur, c'est le calme plat. Aucune stratégie proposée à ce jour pour sauver l'année universitaire. Contrairement à son collègue de l'Éducation nationale, Moukagni Iwangou n'a encore rien proposé

pour faire face au creux provoqué par la crise liée au Covid-19 dans son département. Entre questionnements et incertitudes, les parents ne savent plus à qui confier le sort réservé à leurs enfants. Doit-on s'attendre à une éventuelle année blanche ? Comment seront évalués les élèves ayant régulièrement pris leurs notes à la maison ? Quid des examens de fin d'année ? À quoi doivent s'attendre nos étudiants en fin de cycle ? La méthode proposée par Mouguiama Daouda peut-elle sauver l'année ? Autant de questions qui se posent au moment où la vie commence prudemment à reprendre son cours sous d'autres cieux.

Le télé-enseignement, une solution à long terme ?

Prissilia M MOUITY
Libreville/Gabon

EN Afrique, le Maroc, le Sénégal, etc., ont adopté le télé-enseignement durant le contexte lié à l'épidémie due au nouveau coronavirus (Covid-19). Le Gabon a également fait l'expérience de cette approche. Depuis quelques semaines, les cours (toutes disciplines confondues) sont diffusés sur la télévision publique gabonaise, Facebook, YouTube. Ces canaux de diffusion servent désormais de plateforme d'apprentissage pour les élèves de niveau 5e année, 3e et Terminale. Ils devraient permettre à plus de 100 mille élèves de passer leurs examens de fin d'année. Ceux répartis en zone rurale, environ 18



Photo: Prissilia Mousavou Mouity/ L'Union

mille élèves, n'étant pas exclus, le ministère de l'Éducation nationale, en partenariat avec l'Unesco, prévoient des cahiers pédagogiques qui leur seront distribués. Autant de mesures prises par les autorités gabonaises depuis la fermeture des classes le 14 mars dernier. L'enseignement à distance serait donc l'option qui s'impose devant cette épreuve inédite. Grâce à la mobilisation des enseignants et au dispositif mis en place par le ministère de l'Éducation nationale, on peut espérer que les semaines perdues des cours soient ainsi rattrapées. Toutefois, bien que cette méthode d'enseignement soit avantageuse, il est peut-être utile de se demander si elle n'aurait pas de limites. De-

vrait-elle constituer une solution à long terme ? Selon une source du syndicat de l'éducation, " le téléenseignement est une solution palliative à l'enseignement présentiel. Il ne peut être considéré comme une solution à long terme au vu de ses limites. Il serait donc difficile d'assurer la continuité de l'enseignement via ce support éducatif d'autant qu'il prend en compte plusieurs paramètres socio-économiques et géographiques. Cependant, il permet néanmoins de garder l'élève au contact de sa formation ". En effet, l'apprentissage en confinement constitue en lui-même un véritable problème. De nombreux élèves n'auraient pas de base en nouvelle technologie et à ce dis-

positif pédagogique, d'autant plus que même les enseignants n'ont pas été préparés à ce genre d'exercice. Apprendre à la maison est une bonne initiative mais de nombreux élèves n'y adhèrent pas encore. Ils évoquent le problème d'interaction entre élève et enseignants qui ne facilite pas toujours leur compréhension. Aussi, pour rendre efficace le télé-enseignement dans notre pays, les parents devraient également jouer leur rôle de pédagogues en accompagnant leur progéniture. Or, il n'en est rien. Il serait donc audacieux de tenter de pérenniser le télé-enseignement au Gabon d'autant que toutes les conditions pouvant le rendre optimal ne sont pas encore réunies.